

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ACCORD-CADRE DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION**

*Appel d'offres ouvert*

*Articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5  
du Code de la commande publique.*

---

**Marché n°2563P01AO**  
**MARCHE D'EQUIPEMENT AUDIOVISUEL DE**  
**L'AUDITORIUM ET DES SALLES EVENEMENTIELLES ET**  
**MAINTENANCE POUR LE SIEGE DE LA CCI PUY-DE-**  
**DÔME CLERMONT AUVERGNE METROPOLE**

---

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**  
**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale du Puy-de-Dôme**  
**Clermont Auvergne Métropole**  
148 Boulevard Lavoisier  
63037 CLERMONT FERRAND CEDEX 1  
Tél : 04 73 60 46 29  
Site web : [www.puy-de-dome.cci.fr](http://www.puy-de-dome.cci.fr)  
Profil Acheteur : [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)  
Cellule marchés publics : [marches@puy-de-dome.cci.fr](mailto:marches@puy-de-dome.cci.fr)

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat .....	4
1.3 - Type d'accord-cadre .....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	4
1.5 - Réalisation de prestations similaires.....	4
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
4 - Protection des données à caractère personnel.....	5
5 - Durée et délais d'exécution.....	5
5.1 - Durée du contrat .....	5
5.2 - Reconduction.....	6
5.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre .....	6
6 - Prix.....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	6
7 - Garanties Financières.....	8
8 - Avance .....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs .....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	9
9.3 - Délai global de paiement.....	9
9.4 - Paiement des cotraitants .....	9
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	9
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11 - Développement durable.....	10
12 - Constatation de l'exécution des prestations.....	10
12.1 - Vérifications .....	10
12.2 - Mise en Ordre de Marche/Mise en service .....	10
12.3 - Vérification d'Aptitude au bon fonctionnement (VABF) .....	11
12.4 - Vérification de Service Régulier (VSR).....	11
12.5 - Décision après vérification.....	11
13 - Garantie des prestations.....	11
14 - Maintenance .....	11
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle.....	12
16 - Pénalités.....	12
16.1 - Pénalités de retard.....	12
16.2 - Autres pénalités spécifiques.....	13
17 - Assurances.....	13
18 - Clause de réexamen.....	13

19 - Résiliation du contrat .....	14
19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	14
19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
20 - Règlement des litiges et langues .....	15
21 – Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail) .....	15
22 - Dérogations.....	15

## **1 - Dispositions générales du contrat**

### **1.1 - Objet du contrat**

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent le marché d'équipement audiovisuel de l'auditorium et des salles événementielles et maintenance pour le siège de la CCI Puy-de-Dôme Clermont Auvergne Métropole

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

14 Rue Jean Claret  
63000 Clermont-Ferrand

### **1.2 - Décomposition du contrat**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### **1.3 - Type d'accord-cadre**

L'accord-cadre avec maximum de 600 000 €HT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cadre de réponse
- Les fiches techniques
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Les conditions générales de maintenance du titulaire

## **3 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-TIC.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire pourra donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

## **5 - Durée et délais d'exécution**

### **5.1 - Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 2 ans.

L'accord-cadre est conclu à la notification du marché.

Le projet de construction de la CCI étant en phase travaux, le titulaire devra dès la notification de l'accord-cadre mettre à disposition les moyens humains nécessaires afin de prendre en compte les interfaces nécessaires avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises des lots Electricité, Menuiserie intérieure, Platerie isolation.

Le Calendrier de l'opération de construction actualisé au 28/05/2025 est joint en annexe.

Les prestations de maintenance débutent à compter de l'admission des équipements de l'installation initiale.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

### **5.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de 5 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **5.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre**

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant : une durée totale de 5 ans est justifiée par la durée d'amortissement des matériels et des conditions de maintenance.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels pour toutes les réunions nécessaires à la réalisation de la prestation).

### **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

### **Pour la Fourniture :**

Les prix seront révisés semestriellement, à compter de la date de notification, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (010765089 (n-3) / 010765089 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Identifiant 010765089 - Indice de prix de production de l'industrie française pour l'ensemble des marchés – CPF 26 et 27 – Produits informatiques, électroniques et optiques, Équipements électriques

**Pour la maintenance des équipements :**

Les prix sont révisés annuellement, à compter de la date d'admission des équipements, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (\text{SYN REV } (n-3) / \text{SYN REV } (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

**Prestation installation et mise en service :**

Les prix sont révisés annuellement, à compter de la date de notification, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 0.0\% + 100.0\% (\text{SYN REV } (n-3) / \text{SYN REV } (o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index SYN REV « Indice SYNTEC ».

## **7 - Garanties Financières**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une caution personnelle et solidaire ou d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.



## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-TIC.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### **Informations à utiliser pour la facturation électronique**

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13000772700014
- Code service : ETB 100
- Numéro d'engagement juridique : 2563P01AO

### **9.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-TIC.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-TIC.

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

## **11 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Conditions d'exécution décrites au CCTP

Il convient de gérer le chantier de manière écoresponsable :

- Veiller au fur et à mesure de la pose des équipements à l'évacuation des emballages et à leur recyclage,
- Traiter particulièrement les déchets carton et polystyrènes via des filières adaptées et certifiées (des justificatifs du recyclage pourront être réclamés par la CCI tout au long de la période des travaux),
- Assurer le nettoyage des locaux tout au long de la durée des interventions,
- Veiller au respect des parties et des ressources communes (sanitaires, eau, électricité commune, ...),
- Minimiser les nuisances (bruit, poussière) sur le chantier.

Le nettoyage et l'évacuation de ses déchets sont intégralement à la charge du titulaire : ils devront être effectués tous les jours.

Durant toute la durée de son intervention, le titulaire se doit de maintenir les lieux propres et d'évacuer ses déchets vers des centres agréés et adaptés (tri sélectif).

Concernant les installations audiovisuelles :

L'intégrateur devra paramétrer l'ensemble des équipements audiovisuels de manière à ne pas consommer d'énergie inutilement (mise en veille profonde, programmation d'extinction, etc...).

## **12 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **12.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Elles se dérouleront selon les étapes décrites ci-dessous.

### **12.2 - Mise en Ordre de Marche/Mise en service**

Le titulaire informe la CCI de la date de mise en service des matériels et de mise en ordre de marche des logiciels. Cette étape a pour objet de vérifier la conformité et le bon état de marche des matériels et logiciels livrés.

### **12.3 - Vérification d'Aptitude au bon fonctionnement (VABF)**

La vérification d'aptitude au bon fonctionnement a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Le titulaire informe la CCI du délai accordé à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude selon le calendrier des travaux. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 33 et 34 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

### **12.4 - Vérification de Service Régulier (VSR)**

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de 30 jours. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 7 jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

### **12.5 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

## **13 - Garantie des prestations**

Les matériels feront l'objet d'une garantie minimale de 2 ans dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

Le paramétrage des solutions et logiciels feront l'objet d'une garantie minimale de 1 an.

## **14 - Maintenance**

Au-delà de la garantie « constructeur » du matériel la CCI souhaite un service de maintenance assuré par le titulaire pendant une durée de 3 ans à compter de la date d'admission des prestations. Les conditions de cette maintenance sont définies à l'article 39 du CCAG-TIC.

- La maintenance prend en compte la gestion de la garantie des équipements.
- La maintenance préventive : Pour la salle de conférence du siège CCI uniquement, à raison d'une visite préventive annuelle.
- Le matériel de dépannage : Une liste d'équipements de dépannage à acquérir (spare) est établie conjointement avec le titulaire.

Délais d'intervention :

- La maintenance corrective pour la salle de conférence :
  - Délai intervention urgente : 24h attendu
  - Délai intervention non urgente : 48h attendu

- La maintenance corrective pour les autres salles :
  - Délai intervention urgente : 48h attendu
  - Délai intervention non urgente : 48h attendu

Le titulaire pourra mettre à disposition du matériel de prêt durant le SAV. Une liste d'équipements disponible en SAV est fournie par le titulaire à la CCI.

Le Forfait maintenance comprend :

- La prise en charge de la maintenance de l'équipement
- Les visites préventives
- La mise à jour des DOE/DIUO
- Le support SAV
- Il ne comprend pas le forfait d'intervention à facturer en sus dans le cadre de la maintenance corrective

Le Forfait d'intervention comprend :

- Les déplacements
- La main d'œuvre
- Les pièces dans le cadre de la garantie

Les interventions de maintenance comprennent :

- Les frais de déplacement et d'intervention sur site,
- Les visites préventives pour la salle de conférence du siège CCI (inclus dans le forfait maintenance)
- L'assistance téléphonique (inclus dans le forfait maintenance)
- La réparation des connectiques (inclus dans le forfait d'intervention)
- Le remplacement de petites pièces, câbles < 50 €HT (inclus dans le forfait d'intervention)
- Le remplacement des équipements durant la période de garantie (inclus dans le forfait maintenance)
- Le remplacement des équipements hors période de garantie (hors forfait)

Le Forfait d'intervention ne comprend pas les pièces hors garantie

## **15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle**

Par dérogation à l'article 46 du CCAG-TIC, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur.

## **16 - Pénalités**

### **16.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

Pénalité pour retard ou absence de remise des documents techniques

En cas de retard dans la remise des documents à fournir par le titulaire, une pénalité de 100 euros par jour sera appliquée.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **16.2 - Autres pénalités spécifiques**

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour non-respect des arrêtés en vigueur	Forfaitaire	500,00 €	En cas de non-respect des lois, décrets et arrêtés en vigueur, il sera appliqué une pénalité de 500 euros par infraction constatée
Pénalité de retard pour une demande de devis	Journalière	50,00 €	Une pénalité de cinquante euros par jour de retard, en cas de dépassement du délai contractuel défini
Pénalité de retard pour une intervention de dépannage	Journalière	100,00 €	Une pénalité de 100 € par demi-journée dès l'appel du responsable du site, en cas de dépassement du délai contractuel de dépannage défini
Pénalité pour non -respect du bon de commande	Journalière	200,00 €	En cas de non-respect du bon de commande, une pénalité de 200€ par jour de retard dans la mise en place du matériel/installation initialement prévu sera appliquée

## **17 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **18 - Clause de réexamen**

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution de l'accord-cadre peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant au présent accord-cadre.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans l'accord-cadre, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer quel que soit le montant des modifications qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

La procédure de réexamen ainsi définie peut être initiée dans les cas suivants :

- D'intégrer de nouveaux besoins au marché.
- De modifier les modalités d'exécution des prestations du marché.
- De réajuster le forfait de maintenance en fonction de la liste des matériels en spare.

## **19 - Résiliation du contrat**

### **19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **20 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **21 – Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)**

Le titulaire **s'engage à fournir tous les 6 mois** à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

## **22 - Dérogations**

- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 5.1 du CCAP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 36 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 46 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication
- L'article 19.1 du CCAP déroge à l'article 51 du CCAG - Technique de l'Information et de la Communication